

ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. UN JOURNALISTE INDÉPENDANT DOIT ÊTRE LIBÉRÉ IMMÉDIATEMENT

Le 11 juillet, Khaïroullo Mirsaidov, journaliste indépendant et comédien, a été condamné à 12 ans de réclusion après avoir été déclaré coupable, entre autres charges, de malversation, de falsification et de faux témoignage. Ses avocats ont fait appel de cette décision. Khaïroullo Mirsaidov est un prisonnier d'opinion et doit par conséquent être libéré immédiatement et sans condition.

Le 11 juillet, le tribunal municipal de Khoudjand a condamné **Khaïroullo Mirsaidov**, journaliste indépendant et comédien, à 12 ans de réclusion, bien que l'accusation la plus grave portée contre lui - « incitation à l'hostilité nationale, raciale, régionale ou religieuse » - ait été abandonnée, faute de preuves. La sévérité de la peine a été accueillie avec consternation par sa famille, ses collègues, ses amis et sympathisants, ainsi que par la communauté internationale. Tous s'attendaient à une peine beaucoup plus légère, voire à du sursis, compte tenu notamment de l'abandon de l'accusation la plus grave.

Pendant le procès, Khaïroullo Mirsaidov a « avoué » avoir commis certains des faits qui lui étaient reprochés (détournement de fonds et falsification de documents), mais il a soutenu que son arrestation et son procès étaient une forme de représailles pour son attitude critique envers les autorités locales de Khoudjand. Amnesty International a des raisons de penser que ses « aveux » relatifs aux accusations de détournement de fonds et de falsification de documents n'étaient pas authentiques. Après le jugement, la famille de Khaïroullo Mirsaidov a versé 124 000 somonis tadjiks (environ 13 500 dollars des États-Unis) aux autorités tadjikes pour réparer le préjudice financier dont il avait été déclaré coupable.

Depuis le 5 décembre 2017, Khaïroullo Mirsaidov est incarcéré dans le centre de détention provisoire (SIZO) n° 1 de Khoudjand, capitale de la région de Soghd, dans le nord du Tadjikistan. Il a été arrêté et inculpé de malversation ou détournement de fonds publics au titre de l'article 245 (4-6) du Code pénal tadjik, de falsification de documents, de cachets et de signatures au titre de l'article 340 (1), d'accusations délibérément mensongères au titre de l'article 346 (2) et d'incitation à l'hostilité nationale, raciale, régionale ou religieuse au titre de l'article 189 (2).

Le parquet de la région de Soghd a engagé des poursuites pénales contre Khaïroullo Mirsaidov après la publication, en novembre 2017, d'une lettre ouverte adressée par ce dernier au président et au procureur général du Tadjikistan, ainsi qu'au président de la région de Soghd, dans laquelle il accusait de corruption les pouvoirs publics locaux de Khoudjand.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en tadjik, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez instamment aux autorités de libérer Khaïroullo Mirsaidov immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- rappelez-leur qu'elles sont tenues, en vertu du droit international, de veiller à ce que le droit fondamental à la liberté d'expression soit respecté et protégé au Tadjikistan.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 3 SEPTEMBRE 2018 À :

Procureur général
Yusuf Rakhmon
Prosecutor General's Office
126 A. Sino Avenue
Dushanbe 734043, Tadjikistan
Fax : + 992 372 21 02 59
Courriel : secretariat@prokuratura.tj
Formule d'appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,

Président du Tadjikistan
Emomali Rakhmon
80 Rudaki Avenue
Dushanbe 734023, Tadjikistan
Fax : + 992 372 21 68 00
Courriel : mail@president.tj
Formule d'appel : Dear President Rakhmon, / Monsieur le Président,

Copies à :
Ministre des Affaires étrangères
Sirodjidin Aslov
33 Sherov
Dushanbe 734043, Tadjikistan
Fax : + 992 372 21 02 59
Courriel : info@mfa.tj

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Tadjikistan dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous : Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. UN JOURNALISTE INDÉPENDANT DOIT ÊTRE LIBÉRÉ IMMÉDIATEMENT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ces trois dernières années, l'espace laissé à la libre expression, notamment à l'expression pacifique de vues différentes de celles des pouvoirs publics, a radicalement diminué au Tadjikistan, et la peur de subir des représailles pour toute forme de critique, ne serait-ce qu'apparente, des autorités s'est répandue au sein de la société tadjike. Les préoccupations, réelles ou supposées, relatives à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme dominent l'ordre du jour politique et le discours officiel au détriment du respect des droits humains. Les autorités invoquent la sécurité nationale pour justifier des restrictions de plus en plus sévères à la liberté d'expression et d'association, affirmant que ces mesures sont nécessaires pour assurer la stabilité. Les organes de presse et les journalistes indépendants qui se montrent critiques envers les autorités, ou qui couvrent des questions jugées sensibles par les autorités et relatives à la sécurité nationale, sont soumis à des actes d'intimidation et de harcèlement par la police et les services de sécurité.

Après sa visite au Tadjikistan en mars 2016, le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression a relevé qu'un climat de peur avait envahi des secteurs clés de la société civile, étouffant la liberté d'expression de différentes façons qui ne pouvaient qu'entraîner le ressentiment et l'insécurité. Il a ajouté que les pressions exercées sur l'environnement politique du Tadjikistan touchaient toutes les activités : médias indépendants, Internet et communications mobiles, société civile, avocats et religieux notamment. Il a également souligné que de nouvelles lois et pratiques avaient permis de réprimer les alternatives politiques dans le contexte d'un processus d'intimidation, de détentions et de procédures pénales à huis clos.

Le droit à la liberté d'expression, qui comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations, est protégé par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel le Tadjikistan a adhéré en 1999.

Nom : Khaïroullo Mirsaidov
Homme

AU 139/18, EUR 60/8819/2018, 23 juillet 2018